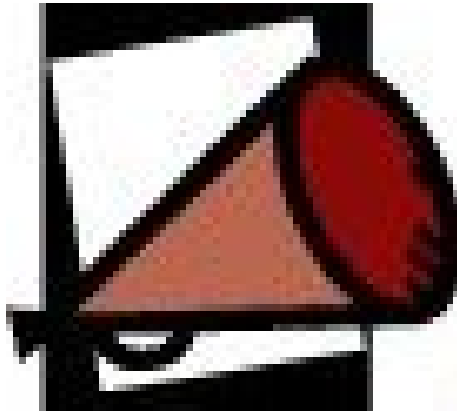


<https://www.pressegauche.org/Pour-une-laicite-anticapitaliste>



# Pour une laïcité anticapitaliste

- Politique québécoise - Politique -



Date de mise en ligne : mardi 21 mai 2019

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Recadrer le débat - Alors que le Québec est replongé dans un débat houleux sur le port des signes religieux avec le projet de loi sur la laïcité de l'État québécois déposé par la CAQ, il convient d'interroger à nouveaux frais la notion de laïcité. Deux visions particulières de la laïcité s'affrontent aujourd'hui dans l'espace public. D'une part, la laïcité libérale insiste sur le pluralisme, la liberté de conscience et la neutralité de l'État envers les confessions religieuses, en offrant une interprétation plus « ouverte » et « inclusive » de la laïcité. D'autre part, l'interprétation républicaine insiste sur une plus stricte séparation entre l'État et la présence du phénomène religieux. La laïcité républicaine « attribue à la laïcité la mission de favoriser, en plus du respect de l'égalité morale et de la liberté de conscience, l'émancipation des individus et l'essor d'une identité civique commune, ce qui exige une mise à distance des appartenances religieuses et leur refoulement dans la sphère privée »<sup>1</sup>.**

**2 mai 2019 Jonathan | tiré des Carnets rouges**

Tout le monde s'entend pour dire que la laïcité repose sur la séparation de l'Église et de l'État, doit garantir la liberté de croyance et de religion, puis assurer une neutralité entre différentes conceptions de la vie bonne. Cela dit, il n'y a pas de consensus sur l'importance relative de ces trois principes sous tension. Jean Baubérot montre notamment que la conception laïciste ou républicaine insiste sur la sécularisation de l'État (et donc l'interdiction de signes religieux), que la vision libérale insiste sur le respect des droits individuels et la liberté du croyant, et que les personnes qui adhèrent à des croyances minoritaires mettent l'accent sur l'égalité entre croyances<sup>2</sup>. Dans le débat actuel, la laïcité républicaine insiste sur la primauté des droits collectifs et des valeurs communes, alors que la vision libérale, pluraliste ou inclusive met l'accent sur le respect des droits individuels et la non-discrimination, car certaines personnes seront beaucoup plus touchées par cette loi, notamment les femmes musulmanes.

Devant ce combat sans fin entre libéraux et républicains, nous proposons un recadrage inédit du concept de laïcité en proposant une troisième conception anticapitaliste. Alors que laïcité s'est longtemps concentrée sur la séparation de l'État et de l'Église, du pouvoir politique et du pouvoir religieux, il s'avère urgent de réfléchir à la domination du pouvoir économique sur les affaires publiques, et sur la nécessité de séparer l'État de la religion capitaliste.

### **Redéfinir la laïcité**

Tout d'abord, il faut rappeler que la dimension émancipatrice du processus de laïcisation que le Québec a amorcé avec la Révolution tranquille a permis à la société québécoise et à l'État en particulier de se libérer de l'emprise de l'Église sur l'éducation, la santé, les services sociaux et le pouvoir politique. Aujourd'hui, alors que l'Église (de même que les personnes arborant des signes religieux) ne contrôle plus ces sphères centrales de la vie sociale, une autre forme de pouvoir idéologique et institutionnalisé s'immisce toujours plus dans la gestion de l'éducation, des services publics, des programmes sociaux, des sociétés d'État et des affaires publiques en général : le fondamentalisme de marché, avec son « clergé », ses normes, dogmes et dispositifs qui assurent la pénétration des règles de concurrence, des mécanismes de marché et de la logique de l'entreprise privée dans le façonnement des subjectivités et le fonctionnement intime des institutions publiques.

Il va sans dire que la signification de la laïcité doit être élargie et redéfinie pour tenir compte de ce phénomène sans précédent, qui favorise le primat des intérêts privés sur l'intérêt général et la mainmise d'une « caste » sur les hautes sphères du pouvoir public, tout en diffusant l'idéologie du capitalisme néolibéral mondialisé à travers les appareils idéologiques d'État : institutions scolaires, grands médias, think tanks, chambres de commerce, etc.

La généralisation de partenariats public-privé, tout comme les normes de « bonne gouvernance » issues de la corporate governance qui exigent la présence d'administrateurs « externes » sur les conseils d'administration des organisations privées comme publiques, favorisent le pouvoir des élites économiques, banquiers, grands patrons, représentants des industries pétrolière et financière sur une multitude d'institutions : gouvernement, Caisse de dépôt et placement du Québec, Hydro-Québec, administrations des cégeps et des universités, etc. De plus, plusieurs études montrent que la réingénierie de l'État amorcée dans les années 2000 fait en sorte que le système d'éducation, les administrations publiques, les services de santé et services sociaux sont toujours plus soumis à un modèle de gouvernance entrepreneurial<sup>3</sup>.

Une objection surgit alors : oui, il est vrai que la gouvernance néolibérale qui affecte les institutions publiques représente un réel enjeu, mais cela n'a rien à voir avec la laïcité qui renvoie plutôt au rapport entre l'État et le phénomène religieux. Nous pouvons bien nous attaquer à la gestion privatisée et capitaliste qui mine l'intérêt général, tout en adoptant des mesures liées au débat plus large sur la laïcité, les accommodements raisonnables, la sécularisation de l'État, les signes religieux, etc. Selon cette conception, il y aurait une séparation nette entre la « question sociale » (qui renvoie aux enjeux de redistribution de richesse, aux classes sociales et inégalités grandissantes), puis la « question identitaire » qui s'occupe des tensions entre majorité et minorités, culture commune, respect des différences, identité nationale, etc. Bref, il ne faudrait pas tordre le sens des mots, faire croire que le capitalisme serait une « religion », ou considérer que la laïcité devrait s'occuper de freiner le pouvoir économique qui fraye avec le pouvoir politique pour s'approprier la « chose commune » à son profit. Le présent texte cherche à déconstruire cette présupposition.

### Le capitalisme comme religion

Qu'est-ce qu'une religion ? Si certaines personnes considèrent que la religion implique toujours la croyance en un au-delà, à un ou plusieurs dieux, une à « transcendance » ou une à dimension surnaturelle, la réalité s'avère beaucoup plus complexe. Le phénomène religieux s'exprime sous différentes formes : croyances et pratiques collectives, valeurs communes, récits, rituels, cultes, dogmes, institutions, règles de vie, exercices spirituels, fêtes collectives, mythes, tabous, etc. Tandis que certaines religions prennent parfois une forme plutôt individualiste qui met l'accent sur les croyances personnelles, la foi, la sphère privée et un rapport à un Dieu transcendant (comme le christianisme et le protestantisme en particulier), d'autres religions s'éloignent considérablement de cette forme en insistant d'abord sur l'expérience, les rituels collectifs et la non-séparation entre l'esprit et la nature, comme l'animisme, le totémisme et le chamanisme qui n'impliquent pas nécessairement la croyance en des divinités.

Dans *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Durkheim définit la religion comme « un système solidaire de croyances et de pratiques relatives à des choses sacrées, c'est-à-dire séparées, interdites, croyances et pratiques qui unissent en une même communauté morale, appelée Église, tous ceux qui y adhèrent ». Le sacré ne représente en fait qu'une forme hypostasiée, c'est-à-dire objectivée et séparée, de la conscience collective. La religion (du verbe religare, qui signifie relier), est ce qui rassemble et fait « tenir ensemble » une collectivité. « La force religieuse n'est que le sentiment que la collectivité inspire à ses membres, mais projeté hors des consciences qui l'éprouvent, et objectivé. Pour s'objectiver, il se fixe sur un objet qui devient ainsi sacré. »<sup>4</sup>

Durkheim souligne ainsi que la religion est avant tout un phénomène social, qui se manifeste notamment par des moments « effervescence collective », où tous les individus d'un groupe se rassemblent pour communiquer « dans une même pensée et une même action ». Avec cette définition élargie de la religion, laquelle embrasse non seulement les grandes religions monothéistes (christianisme, judaïsme, islam), mais toutes les religions, peu importe leur contenu particulier, nous pouvons dès lors concevoir l'existence de « religions séculières ». Que faut-il entendre par là ?

Il faut tout d'abord définir le phénomène de sécularisation. Issu du mot latin saeculum (le siècle), Paul de Tarse

utilisait déjà le terme séculier pour désigner la temporalité de « ce monde-ci », la dimension « mondaine » de la vie humaine. De façon générale, la sécularisation désigne le processus par lequel la forme surnaturelle ou supramondaine de la religion s'efface en faisant passer son contenu (que ce soit des croyances, pratiques ou encore les biens de l'Église) dans le domaine public. En sociologie, la sécularisation est décrite comme la baisse de l'influence des religions dans la société. Max Weber associait ce phénomène au processus plus large de rationalisation et de « désenchantement du monde ». Cela ne veut pas dire par contre que la religion disparaît pour autant. Dans son ouvrage majeur *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Weber montre comment les croyances de la religion protestante (luthérienne puis surtout calviniste), avec sa valorisation du travail comme vocation (beruf), son souci de l'épargne et du calcul associé à la doctrine de la prédestination et de la grâce, ont contribué à la diffusion de la rationalité économique et à la l'émergence du capitalisme.

Sur le plan philosophique, le juriste et philosophe allemand Carl Schmitt soutient de son côté que « tous les concepts prégnants de la théorie moderne de l'État sont des concepts théologiques sécularisés. Et c'est vrai non seulement de leurs développements historiques, parce qu'ils ont été transférés de la théologie à la théorie de l'État »<sup>5</sup>. On peut par exemple penser au concept de souveraineté issu de la notion de toute-puissance de Dieu, la figure du Léviathan, les débats médiévaux sur les relations complexes entre pouvoir temporel et pouvoir spirituel, qui ont progressivement été vidés de leur forme transcendante pour entrer dans le domaine « intramondain ».

Rappelons enfin que plusieurs grandes idéologies du XXe siècle, comme le nazisme et le marxisme, ont été associées à des religions séculières. En prenant le cas du marxisme orthodoxe des régimes soviétiques, foncièrement athée, il y avait tout un imaginaire sociopolitique avec une dimension de culte (de la personnalité du chef de l'État), d'eschatologie (la révolution comme rédemption), de dogmes (doctrine marxiste-léniniste), de croyances et de pratiques associées à une même vision du monde. Dans ce cas, pourquoi ne pas considérer que le capitalisme serait lui aussi, et tout particulièrement dans sa forme néolibérale, une religion séculière ?

Notons par ailleurs que le fait de considérer le marxisme comme une simple idéologie ou religion séculière, alors que le capitalisme serait le fruit de la Raison, de la science économique et de l'objectivité, est profondément idéologique. Il faut rappeler ici qu'il est plus facile d'identifier la religion de son voisin ou d'une autre culture en tant que religion, car celle-ci prend la forme de pratiques et de croyances passablement éloignées de notre forme de vie. Inversement, il faut un degré de réflexivité beaucoup plus élevé pour dénicher les « résidus religieux » qui persistent encore dans nos propres habitudes et représentations collectives, parce que ceux-ci font partie du mobilier symbolique du monde vécu.

Nous voudrions ici montrer que le caractère religieux du capitalisme est d'autant plus problématique qu'il est sinueux, ou, autrement dit, qu'il est d'autant plus dangereux qu'il est dévêtu de signes religieux ostentatoires. Le fait que le capitalisme se présente comme une vérité naturelle et que la majeure partie des gens adhèrent à ses valeurs sur la simple base de la foi en dit long sur le fait que cette « évidence des temps modernes » mériterait un minimum de réflexion sur le fondement de cette croyance.

De plus, la plupart des gens croient au capitalisme non pas pour des raisons théologiques et philosophiques, mais pour des raisons morales et pratiques, notamment à cause de l'espérance que ce système leur apportera un certain degré de bonheur et de bien-être matériel au cours de leur vie. En ce sens, l'idée de Providence associée à la croissance économique et de la Main invisible associée aux mécanismes magiques du marché ne reposent pas simplement sur une croyance farfelue, sur la conviction qu'un phénomène que l'on ne comprend pas est tout de même efficace. Comme le rappelle l'anthropologue Marcel Mauss, « le rite magique agit directement, sans l'intermédiaire d'un agent spirituel ; de plus, son efficacité est nécessaire [...] Des actes à l'efficacité desquels tout un groupe ne croit pas, ne sont pas magiques. »<sup>6</sup>

Bien sûr, plusieurs diront que l'économie capitaliste ne relève pas de la magie, mais bien de la science et de causes

bien mécaniques. Cela dit, la magie renvoie à certaines pratiques qui se surajoutent à des gestes techniques. Comme le souligne Mauss : « dans une pratique magique, les mots, les incantations, les observances rituelles ou astrologiques sont magiques ; c'est la que gi tent les forces occultes, les esprits et que re gne tout un monde d'ide es qui fait que les mouvements, les gestes rituels, sont re pute s avoir une efficacite toute spe ciale, diffe rente de leur efficacite me canique. Quand, par exemple, on fait pleuvoir, en agitant l'eau d'une source avec un ba ton. C'est la le propre des rites qu'on peut appeler des actes traditionnels d'une efficacite sui generis. » Le fait que les politiciens veulent continuellement « rassurer les marchés » en privatisant les services publics ou en baissant les taxes sur le capital ne renvoient-ils pas à telles pratiques magiques et incantatoires ?

### Les formes élémentaires de la vie capitaliste

Rappelons maintenant que bien des rituels, pratiques et croyances omniprésentes dans le monde moderne où règne (au sens religieux du terme) le capitalisme avancé semblent aller de soi. Cela explique notamment pourquoi le capitalisme n'apparaît pas comme une religion aux yeux de la conscience commune ; ses effets et pratiques font tellement partie de notre « forme de vie » que la croyance au caractère inéluctable de ce système semble aller de soi. Comme à l'époque où Dieu ne pouvait pas ne pas exister, car il était le Tout qui a créé le monde, le capitalisme ne peut pas ne pas exister, car c'est lui qui crée la richesse et fait « tenir ensemble » la totalité du monde économique. Ceux et celles qui remettent en question la bonté de cet ordre moral en vouant un « culte » à d'autres systèmes sociaux alternatifs sont dès lors démonisés, ou considérés comme des hérétiques. Autrement dit, la conscience commune que l'ordre économique et social actuel représente le meilleur des mondes possibles témoigne de son caractère profondément religieux.

Cela dit, les nombreux dysfonctionnements du capitalisme contemporain, comme le fait que celui-ci engendre des inégalités sociales croissantes et qu'il ne réussisse plus à générer la prospérité pour tous, commencent à créer des brèches de doute dans la conscience collective. Le fait que l'abondance matérielle qui lui était associée jadis laisse maintenant place à la destruction pure et simple de l'environnement commence déjà à se faire sentir comme la perte de la foi progressive envers cet ordre moral et symbolique dans notre imaginaire collectif. Autrement dit, au même titre que la perte progressive de la foi catholique dans l'antichambre de la Révolution tranquille a laissé place à la désertion générale des églises dans les années 1960-1970, il se pourrait bien qu'une partie croissante de la population ne croit plus aussi fermement aux rituels et sermons du clergé capitaliste, et que les gardiens idéologiques du système continueront de prêcher d'autant plus fort qu'ils sentent que leur pouvoir spirituel s'effrite. Nous serions peut-être même à l'aube d'un second désenchantement du monde, la foi envers le progrès économique continu et la croissance infinie disparaissant tranquillement de notre horizon d'attente.

Nous voudrions ici récapituler ces intuitions en identifiant un ensemble de phénomènes caractérisant le capitalisme comme forme de vie à caractère religieux. Pour nous, le phénomène religieux ne doit pas être conçu uniquement comme la foi en une force surnaturelle (bien que plusieurs envisagent le capitalisme de cette façon), mais plutôt, de façon beaucoup plus banale, comme un ensemble de normes et de pratiques qui régulent le monde social et la vie quotidienne. Énumérons ici quelques éléments en vrac :

Dogmes : main invisible du marché, système bon et naturel, there is no alternative, efficacité supérieure de l'entreprise privée sur l'État, la croissance infinie dans un monde fini est possible

Tabous : caractère inviolable de la propriété privée, socialisation des moyens de production, le socialisme comme goulag

Valeurs : responsabilité individuelle, vertus de la concurrence, défense farouche de la liberté d'entreprendre, travail acharné, self-made-man

Promesses : abondance pour tous (doctrine du ruissellement), les riches créent la richesse, le progrès économique comme progrès de moral de l'humanité

Cultes : fétichisme de la marchandise, rituel du dimanche dans les temples de la consommation, consumérisme effréné, culte de l'entrepreneur-héros

Fêtes : Black Friday, Boxing Day, et toute fête religieuse/païenne reconvertie par la logique commerciale : Noël, Saint-Valentin, etc.

Institutions et organisations : Wall Street, banques, firmes multinationales, marchés boursiers, agences de notation, écoles de commerce, incubateurs de start up, chambres de commerce, agences de publicité, etc.

Clergé : économistes néolibéraux, intellectuels conservateurs, animateurs de radio poubelle, lobbyistes des firmes pétrolières, PDG des grandes entreprises, chroniqueurs anti-gauchistes, etc.

Il n'est pas question ici de faire une étude détaillée et exhaustive de ces multiples phénomènes, mais de justifier minimalement la possibilité que le capitalisme soit effectivement considéré comme une religion séculière. Comme le souligne Jennie-Laure Sully, dans son texte *Séparer l'Entreprise de l'État* : « il existerait ainsi un intégrisme économique qui s'est immiscé au sein même de l'État. Un réel débat sur la laïcité devrait donc porter davantage sur les relations incestueuses que l'État entretient avec ce qui semble être une secte entrepreneuriale. »<sup>7</sup>

Cela dit, une vision trop axée sur le fondamentalisme de marché et l'intégrisme économique ferait perdre de vue le fait que le capitalisme ne relève pas seulement de croyances ou d'un système rigide d'idées préconçues. Le philosophe Walter Benjamin soutient qu'il faut plutôt regarder du côté des pratiques, des cultes et phénomènes d'adoration qui donnent sens à cette religion. « Premièrement, le capitalisme est une religion purement cultuelle, peut-être la plus extrêmement cultuelle qu'il y ait jamais eu. Rien en lui n'a de signification qui ne soit immédiatement en rapport avec le culte, il n'a ni dogme spécifique ni théologie. L'utilitarisme y gagne, de ce point de vue, sa coloration religieuse. »<sup>8</sup>

Dans son analyse du texte de Benjamin sur *Le capitalisme comme religion*, Michael Löwy décortique cette idée. « Donc, les pratiques utilitaires du capitalisme - investissement du capital, spéculations, opérations financières, manoeuvres boursières, achat et vente de marchandises - sont l'équivalent d'un culte religieux. Le capitalisme ne demande pas l'adhésion à un credo, une doctrine ou une « théologie », ce qui compte ce sont les actions, qui relèvent, par leur dynamique sociale, de pratiques cultuelles. »<sup>9</sup> Les pratiques cultuelles du capitalisme, qu'elles relèvent des petites actions de la vie quotidienne, des transactions financières des traders, de l'émission Dans l'oeil du dragon ou encore des moments d'effervescence collective, renforcent l'adoration de l'argent et de la valeur. Comme le souligne Marx : « En un mot, la valeur semble avoir acquis la propriété occulte d'enfanter de la valeur parce qu'elle est valeur, de faire des petits, ou du moins de pondre des oeufs d'or. [...] Aâ€"A', argent qui pond de l'argent, monnaie qui fait des petits â€" money which begets money â€" telle est aussi la définition du capital. »<sup>10</sup>

Le problème fondamental, qui déborde largement le discours redondant sur la prétendue défense des « valeurs québécoises », est donc celui du système d'évaluation, du rapport social fondamental qui attribue de la valeur aux choses au sein de la société. Dans le cas particulier qui nous intéresse, le capitalisme fonctionne comme une religion pour autant que la valeur économique et monétaire apparaît comme la forme suprême de la valeur des choses. Cela se vérifie notamment par les choix fondamentaux qui règlent nos conduites, tant à l'échelle individuelle que collective et politique, qui prennent d'abord la forme d'un calcul économique, d'une évaluation basée sur la valeur abstraite de l'argent. De plus, les critères de réussite se mesurent toujours plus de façon quantitative, que ce soit comme rendement, croissance, efficacité, ou tout autre indicateur de performance. Remettre en question la prééminence de

ce « système de valeur » qui organise l'ordre moral et symbolique de la société, consiste donc à interroger le pouvoir spirituel et religieux du capitalisme, notamment sur la conduite des affaires de l'État. Comme le souligne Catherine Dorion dans un discours qui exprime de façon évocatrice le besoin d'une laïcité anticapitaliste :

« Il va falloir le dire partout que ce qui menace notre culture, notre territoire, c'est pas l'islam, et lâchez-nous avec l'islam, c'est pas les musulmans qui sont partout dans les couloirs pour mettre du gros cash pour influencer nos gouvernements, c'est le capitalisme qui couche dans le lit de nos gouvernements. Et s'il y a une laïcité de laquelle on devrait être obsédée en ce moment, c'est celle qui détacherait le pouvoir de l'État du clergé de l'argent et de la croissance à tout prix. »

Que signifie, concrètement, une laïcité anticapitaliste ?

### Suite à venir... (partie 2).

1-Charles Taylor, Jocelyn Maclure, Laïcité et liberté de conscience, Boréal, Montréal, 2010.

2-Jean Baubérot, Laïcité 1905-2005, entre passion et raison, Seuil, Paris, 2004.

3-Guillaume Hébert, La gouvernance en santé au Québec, Institut de recherche et d'informations socio-économiques, Montréal, février 2014.

<https://cdn.iris-recherche.qc.ca/uploads/publication/file/Note-Gouvernance-sante-WEB.pdf>

4-Émile Durkheim, Les formes élémentaires de la vie religieuse, 5e édition, PUF, Paris, 2003. p. 327.

5-Carl Schmitt, Théologie politique, Paris, Gallimard, 1988, p. 46

6-Marcel Mauss, Esquisse d'une théorie générale de la magie (1902-1903), Les classiques des sciences sociales, p. 6-10.

7-<https://iris-recherche.qc.ca/blogue/separer-l-entreprise-de-l-etat>

8-Walter Benjamin, « Le capitalisme comme religion », in Walter Benjamin, Fragments philosophiques, politiques, critiques, littéraires, édité par Ralph Tiedemann et Hermann Schwepenhäuser, trad. de l'all. par Christophe Jouanlanne et Jean-François Poirier, Paris, PUF, 2000, p. 111-113.

9-Michael Löwy, « Le capitalisme comme religion : Walter Benjamin et Max Weber », Raisons politiques, no. 23, 2006, p. 203-219.

10-Karl Marx, Le Capital, Livre I, chap. 4. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcap1-4.htm>

11-Jean Baubérot, Laïcité 1905-2005, Entre passion et raison, op. cit., p. 53.